

Retombées au Canada

Le Canada a son mot à dire sur cette question, et à juste titre. Nous sommes précisément situés entre les deux grandes puissances nucléaires. Si une guerre nucléaire se déclare, c'en est fait de nous. Nos villes seront détruites. Le samedi soir qui a suivi le déclenchement de la crise cubaine, j'ai cru, et bien d'autres personnes aussi, j'en suis sûr, qu'avant le matin, la ville d'Ottawa serait peut-être démolie ainsi que Montréal, Toronto et ma propre ville de Vancouver. Le Canada a une autre bonne raison de s'intéresser aux questions relatives au désarmement. Nous sommes situés dans une zone où il risque d'y avoir le plus de retombées. Notre pays se trouve dans une des zones les plus dangereuses du monde en ce qui a trait aux retombées, soit dans la zone tempérée. Il est reconnu que le Canada se trouve dans l'une des pires régions. Non seulement les retombées peuvent-elles nous affecter personnellement, mais aussi les denrées alimentaires que nous cultivons. Nul ne sait encore quel sera l'ultime résultat des essais nucléaires qui ont déjà eu lieu, car il s'en faut que les retombées soient achevées. On s'est enquis aujourd'hui même du strontium que pourrait contenir la nourriture que consomment les Esquimaux, dans le Nord canadien.

Le gouvernement est convaincu que le Canada peut fournir un apport précieux en ce qui touche le désarmement. C'est une des raisons pour lesquelles nos collègues occidentaux nous ont choisis pour être l'un de leurs négociateurs au sein du Comité de dix pays créé en septembre 1959. . . . Cinq pays de l'OTAN: la Grande-Bretagne, les États-Unis, la France, l'Italie et le Canada, et cinq pays communistes: l'Union soviétique, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie et la Roumanie, formaient le Comité.

Il y a ensuite la question de notre position vis-à-vis de la Grande-Bretagne et des États-Unis. Nos rapports avec ces deux pays sont tels qu'avec eux nous pouvons traiter de n'importe quel sujet de façon plus intime qu'avec tout autre pays du monde. Une autre raison qui nous fait croire que le Canada peut jouer un rôle utile, c'est que nous jouissons de la confiance de presque tous les pays non engagés du monde. Je ne crois pas qu'il y ait un seul pays de l'OTAN ou du Pacte de Varsovie qui compte autant d'amis que le Canada parmi les pays non engagés, pour la bonne raison que ces nations ont confiance en nous.

Il y a une autre raison qui nous autorise à croire que le Canada peut jouer un rôle dans ce domaine, c'est que notre négociateur en chef, dans la question du désarmement, est le général E. L. M. Burns, Canadien distingué, qui a eu une brillante carrière au cours des deux dernières guerres, qui s'est signalé dans ses fonctions de chef de la Force d'urgence des Nations Unies, dont les états de service comme fonctionnaire sont remarquables, bref, l'homme qui, à mon sens, est le plus averti du monde actuellement en ce qui a trait au désarmement. Il ne fait pas de doute qu'il jouit du respect des délégués de chacune des seize nations, y compris les pays communistes, qui participent actuellement aux négociations sur le désarmement.

Départ de
Le Comité
des Affaires
Le Comité
qués com
e trouva
refusait d
délégués
pays ont
rien de b
Toute
réussi à
Unies. Le
raient, ce
York. M
doute qu
dernière
Unies a
Nations
mission
On
diate de
faveur d
permis
sion, no
que des
ciateurs
sovie e
d'heur
donc i
nombr
L'
tard,
négoc
Repr
En m
au s
expé
en p
tâch
pla
et l